

AVENANT A LA CONVENTION D'ADHESION A LA PRESTATION CHOMAGE DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA GIRONDE

- Vu les dispositions du code général de la fonction publique et notamment son article L. 452-40 ;
- Vu le code du travail et notamment ses articles R.5424-2 à R.5424-6 ;
- Vu le décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 relatif au régime d'assurance chômage et en particulier le règlement d'assurance chômage annexé ;
- Vu le décret n° 2020-741 du 16 juin 2020 relatif au régime particulier d'assurance chômage applicable à certains agents publics et salariés du secteur public
- Vu les délibérations du Conseil d'administration n° DE-0007-2018 en date du 8 février 2018 et n° DE-0023-2022 en date du 31 mai 2022 portant adhésion du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale au service chômage du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Charente-Maritime ;
- Vu la délibération du Conseil d'administration n° DE-0024-2022 en date du 31 mai 2022 portant création d'une mission facultative de « prestation chômage » à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- Vu la convention d'adhésion à la prestation chômage du Centre de Gestion de la Gironde signée par le SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON (SMPBA), délibération N°19-2022 le 16/12/2022 ,

Entre :

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Gironde, représenté par son Président, Monsieur Roger RECORS, Maire-adjoint de Cestas, ci-après désigné le CDG 33 ;

ET

le SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON (SMPBA) représenté (e) par Monsieur le Président, agissant en vertu d'une délibération N°19-2022 en date du 16/12/2022
ci-après désigné(e) la collectivité.

Il a été d'un commun accord convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 - CONDITIONS FINANCIERES

L'article 4 relatif aux conditions financières de la convention susvisée est modifié comme suit :

La participation forfaitaire des collectivités et établissements adhérents au service « prestation chômage » est déterminée conformément à la grille tarifaire établie, par la délibération du Conseil d'administration du Centre de Gestion de la Gironde n° DE-0024-2022 du 31 mai 2022.

L'adhésion au service facultatif « prestation chômage » donne lieu au paiement par la collectivité d'un droit d'adhésion forfaitaire annuel par année civile.

La réalisation par le CDG 17 des prestations énumérées à l'article 2 donne lieu à une facturation groupée au CDG 33 pour l'ensemble des données traitées pour les collectivités de son ressort géographique.

Le CDG 33 appelle a posteriori le versement des sommes correspondantes auprès des collectivités concernées.

La grille tarifaire est annexée à la présente convention.

Ces tarifs pourront être actualisés par le Conseil d'administration du CDG 33 afin de tenir compte de l'évolution des charges de fonctionnement du service.

Toute modification de tarif est notifiée à la collectivité par le Centre de Gestion. A compter de cette notification, la collectivité peut résilier la présente convention dans les conditions prévues à l'article 7

ARTICLE 2 - MODIFICATION DE L'ARTICLE 5 — PROTECTION DES DONNEES

L'article 5 relatif à la protection des données de la convention susvisée est modifié comme suit “

Dans le cadre de leurs relations conventionnelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable à la gestion et à la protection des données à caractère personnel.

Les obligations incombant aux différentes parties dans ce cadre sont précisées au sein de l'annexe 2 de la présente convention.

ARTICLE 3- MODIFICATION DE L'ARTICLE 6 — DUREE DE LA CONVENTION

L'article 6 relatif à la durée de la convention susvisée est modifié comme suit :

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de sa signature et est renouvelable par tacite reconduction pour la même durée.

ARTICLE 4

Les autres articles de la convention d'adhésion susvisée restent inchangés.

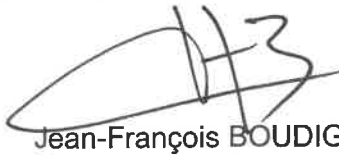
Le Président,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
informe que le présent avenant peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa signature par les deux parties.

Fait en double exemplaire à
BORDEAUX,

Pour le Président

Le Vice-Président du Syndicat Mixte
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean-François BOUDIGUE

LE PRESIDENT DU CDG33

Visa(s)